

ARRETE DU MAIRE
PORTANT AUTORISATION D'ORGANISER UNE MANIFESTATION

N°ST 2023_370

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 14 septembre 2023, par laquelle la Fabrik, Maison des associations, 2 boulevard Riondel 38160 Saint-Marcellin, sollicite l'autorisation d'organiser une marche sur le domaine public de la commune dans le cadre des journées portes ouvertes, le samedi 7 octobre 2023,

VU le Code de la Route,

VU le Code des Collectivités territoriales,

VU le Code de la voirie routière,

VU la Loi N°82.213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des départements et régions,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 Novembre 1992,

VU l'arrêté 2023_359,

CONSIDERANT que pour permettre la bonne organisation de la manifestation faisant l'objet de la demande, d'assurer la sécurité des participants et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

A R R E T E

Article 1 - Autorisation : Le samedi 7 octobre 2023, de 13h à 14h, le bénéficiaire est autorisé à organiser une marche et à emprunter les voies et places sur le parcours suivant : Boulevard du Champ de mars, Avenue du collège, place Jean Vinay, passage du palais, boulevard Gambetta, avenue Félix Faure, boulevard de la Gare, rue des Charbonnières, rue du Colombier, avenue Jules David, rue des Charbonnières à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 - Prescriptions techniques particulières : L'organisation de la marche se fera dans les conditions de sécurité suivantes :

- Les accompagnateurs seront équipés de vêtements de signalisation de haute visibilité (gilet ou baudrier).
- Les marcheurs progresseront sur les trottoirs des rues empruntées lorsque celles-ci sont ouvertes à la circulation et devront se conformer au Code de la route.

Article 3 - Sécurité et signalisation : Le bénéficiaire est chargé d'assurer l'encadrement et la sécurité des participants. Les installations nécessaires à la manifestation visée à l'article 1 seront réalisées de façon à préserver, en toute circonstance, la circulation des piétons et l'accès des riverains, ainsi que la circulation des véhicules de secours et de service.

Article 4 - Responsabilité : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'organisation de cette manifestation ou de l'installation de ses biens mobiliers. Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

Article 5 - Validité et renouvellement de l'arrêté : Le présent arrêté est délivré à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : l'autorisation peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à l'indemnité. Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour la période du samedi 07 octobre 20 h au dimanche 08 octobre 2023 20 h. En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 6 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché, conformément à la réglementation en vigueur. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Monsieur le Directeur Territoire Sud Grésivaudan, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 7 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 06 octobre 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Cheffe de Service des Espaces Publics,
Gwenaëlle LAMY

